Envoyé en préfecture le 29/06/2022 Reçu en préfecture le 29/06/2022

Affiché le

ID: 045-214502858-20220613-JU202212-AI



<u>DIRECTION GENERALE DES SERVICES</u> Pôle Affaires Juridiques

ARRETE DU MAIRE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

Le Conseiller Départemental-Maire de la ville de Saint Jean de la Ruelle,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-19, R2122-8 et R2122 10,

Vu le code de la fonction publique,

Considérant que Monsieur Cédric RODRIGUEZ, Chef de Service de la Police Municipale, exerce les fonctions de Responsable du Pôle Police Municipale et dans le souci d'une bonne administration locale il est nécessaire de lui donner délégation de signature dans une série de domaines,

ARRETE

<u>ARTICLE 1</u>: Monsieur Cédric RODRIGUEZ est délégué sous ma surveillance et ma responsabilité, dans les conditions et limites définies par le code général des collectivités territoriales susvisé, à signer les actes et documents relatifs à l'activité de la commune relevant des domaines suivants :

- la signature des bons de commandes ou lettres de commandes relevant de son secteur d'activité jusqu'à 2 999 € HT,
- la signature des factures correspondantes attestant du service fait.

<u>ARTICLE 2</u>: Monsieur Cédric RODRIGUEZ rendra compte régulièrement auprès du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet des actes ayant fait l'objet de la délégation.

ARTICLE 3 : L'exécution du présent arrêté sera :

- Publié au recueil des actes administratifs,
- Notifié à l'intéressé,
- Ampliation adressée au comptable de la collectivité.

Fait à Saint Jean de la Ruelle,

Le 13 juin 2022

Christophe Chaillou

Conseiller Départemental du Loiret Maire de Saint Jean de la Ruelle

Le Conseiller Départemental-Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la présente notification,
- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet http://www.telerecours.fr

- Notifié le . **Z.** 8 / 00 / 2022